EQUILIBRE DU BUDGET FÉDÉRAL: EXERCICE INACHEVÉ

AGEFI - 16.05.2025

«IL FAUT SURTOUT CHERCHER DES PISTES D'ÉCONOMIES DANS LE FONCTIONNEMENT MÊME DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE.»

Le 5 mai dernier s'est terminée la consultation publique sur le programme d'allègement budgétaire 2027 proposé par la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter. Ce programme contient 59 mesures censées rétablir l'équilibre financier de la Confédération face à la menace d'un déficit structurel de l'ordre de 3 milliards de francs.

Cette consultation aurait pu aboutir à un clivage classique entre la gauche qui conteste la rigueur budgétaire et la droite qui l'approuve... Mais les choses sont plus compliquées que ça. Beaucoup de secteurs économiques s'inquiètent de voir la Confédération réduire ses contributions en faveur de tâches d'utilité publique. Certaines coupes envisagées affectent des investissements indispensables à la compétitivité de la Suisse, à sa cohésion et à son rayonnement international, mais aussi à la modernisation de ses infrastructures. Certaines mesures d'économies proposées dans les domaines des transports routiers et ferroviaires, de la formation professionnelle et des hautes écoles méritent d'être abandonnées; d'autres pourraient être repensées sous une forme différente.

A cela s'ajoutent de fausses mesures d'économies qui consistent plus ou moins directement à reporter des charges financières sur les cantons ou sur des acteurs privés, ce qui n'est pas acceptable.

Enfin, on n'oubliera pas qu'une des mesures envisagées vise à alourdir l'impôt sur les retraits en capital des 2e et 3e piliers de prévoyance. Cette mesure, qui toucherait une grande partie de la population et porterait atteinte à la confiance dans la prévoyance professionnelle, est contestée tant à droite qu'à gauche.

Évidemment, il faut soutenir l'objectif d'allègement budgétaire et de rééquilibrage des finances fédérales. Mais le Conseil fédéral, face à ces multiples objections, va devoir trouver quelques autres pistes. Il s'agira notamment de remettre en question de nombreuses subventions où l'intérêt collectif de la Suisse n'est pas en jeu, et aussi de nombreuses dépenses liées (c'est-à-dire fixées dans une loi) restées épargnées dans les réflexions initiales du groupe d'experts.

Il faudra surtout chercher des pistes d'économies dans le fonctionnement même de l'administration fédérale et dans l'ampleur de ses effectifs et de ses missions. Peut-être aussi dans la rémunération de ses employés, dont l'Université de Lucerne a déterminé qu'ils gagnaient en moyenne presque 12% de plus que dans des postes équivalents du secteur privé. Le Conseil fédéral vient de publier un projet d'«optimisation du système salarial» de l'administration fédérale, avec l'ambition modeste de «faire légèrement baisser les coûts salariaux à moyen et long terme»; le Parlement devra maintenir la pression dans ce domaine.

Les dépenses de la Confédération ont explosé au cours des trois dernières décennies, passant d'environ 30 milliards de francs en 1990 à plus de 80 milliards aujourd'hui, et les projections actuelles envisagent un dépassement des 100 milliards dans moins de dix ans. On ne nous fera pas croire qu'il est impossible de tailler dans de tels budgets.

Pierre-Gabriel **Bieri**